

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 11-14 octobre 2004**

## **NOTES D'INFORMATION**

### **STRATÉGIE ET MODALITÉS OPÉRATIONNELLES À APPLIQUER PAR LE PAM PENDANT LA PÉRIODE DE TRANSITION DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST TOUCHÉS PAR DES CONFLITS, 2005–2006**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/2004/INF/7**  
14 septembre 2004  
ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

---

## INTRODUCTION

1. Après quinze ans de crises humanitaires et politiques, la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest peut enfin se tourner de manière décisive vers des modèles réalisables de gouvernance et renouer avec une croissance économique durable. Les missions de maintien de la paix en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone ont, à des degrés variables, rétabli la sécurité de base dans la région. Le risque d'un retour à un conflit à grande échelle demeure, en particulier en Côte d'Ivoire, mais le débat politique dans la région commence à s'orienter sur les causes profondes de l'instabilité nationale et régionale.
2. Pour la Côte d'Ivoire et le Libéria en particulier —les deux épices de la crise dans la région— 2005 et 2006 seront des années décisives pour consolider une paix fragile. Le progrès ou l'échec du maintien de la sécurité et de la construction d'institutions politiques nationales durables dans ces deux pays auront des conséquences profondes pour leurs voisins de la région. Ces voisins sont la Guinée, qui est en phase de récupération après la phase d'instabilité régionale, et la Sierra Leone qui se relève de la guerre civile. Ce sont aussi le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, et les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest qui ont longtemps compté sur la stabilité et la prospérité ivoiriennes pour servir de moteur économique à leur propre développement.
3. L'objet du présent document est de récapituler les défis humanitaires et de sécurité alimentaire qui se posent aux gouvernements, au PAM et à leurs partenaires dans la région, et de décrire la stratégie adoptée par le PAM pour 2005–2006, dans le cadre de deux interventions régionales prolongées de secours et de redressement, pour répondre aux besoins humanitaires fondamentaux et contribuer au succès de la transition. Il doit être lu en parallèle de deux autres documents relatifs aux opérations proposées par le PAM pour faire face aux crises dans la sous-région, à savoir l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.3 "Transition après le conflit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest" qui porte sur la période 2005–2006 et l'IPSR Côte d'Ivoire 10372.0 "Réponse à la crise en Côte d'Ivoire et à ses répercussions dans la région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali)" qui porte sur 2005 (voir l'annexe I).

---

## I. JUSTIFICATION D'UNE APPROCHE REGIONALE

4. L'intervention du PAM à l'échelle régionale pour la transition dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest reconnaît que certaines des causes profondes du conflit, comme la pauvreté généralisée associée à la mauvaise gestion des ressources naturelles et à une gouvernance médiocre, et nombre des symptômes en découlant tels que les déplacements massifs de populations, ont une dimension transfrontières. De l'avis du PAM, pour répondre aux besoins humanitaires et contribuer à des processus de paix durables, les interventions d'aide alimentaire doivent suivre les bénéficiaires au delà des frontières — pour répondre à leurs besoins immédiats durant leur fuite aussi bien que là où ils ont trouvé refuge, ou pour les aider à investir dans la reconstruction de leurs moyens de subsistance et de leurs communautés à leur retour. Il faut à cette fin adopter une structure de gestion souple qui puisse fixer les priorités sans tenir compte des frontières et réagir aux fluctuations inévitables des ressources disponibles.



5. Les déplacements de populations et les besoins humanitaires dans la région ont leurs origines dans deux crises différentes: le conflit interne récent en Côte d'Ivoire et le conflit de plus de longue date dans les pays riverains du fleuve Mano. C'est pour cette raison que le PAM propose une approche régionale dans le cadre de deux IPSR distinctes. Cette double approche permet au PAM d'adapter ses interventions en fonction de la spécificité des deux crises; elle lui permet aussi d'établir des partenariats plus forts avec les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) qui ont des engagements particuliers dans certaines parties de la sous-région.
6. Une opération humanitaire du PAM à l'échelle régionale est par ailleurs conforme à la stratégie globale des Nations Unies en Afrique de l'Ouest. Le rapport le plus récent du Représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest reconnaît la menace sous-régionale croissante que représentent les mercenaires, les enfants soldats et les armes légères, et conclut que de tels problèmes transfrontières ne sauraient être résolus au seul niveau national, mais exigent au contraire une approche régionale<sup>1</sup>.

## II. LE CONTEXTE POLITIQUE ET SECURITAIRE DE LA CRISE

7. La guerre civile au Libéria de 1989 à 1996, au cours de laquelle 200 000 personnes ont été tuées et 1,8 million de personnes déplacées à l'intérieur du Libéria et dans les pays voisins, a entraîné la majeure partie de la sous-région dans une situation de crises et de conflits prolongés. En 1991, la Sierra Leone a aussi plongé dans une guerre civile brutale qui a ressurgi de manière sporadique tout au long de la décennie. Au cours des mêmes années, en Guinée, la présence de plus de 500 000 réfugiés a lourdement grevé les ressources d'un pays qui souffrait déjà d'une gouvernance faible et d'une pauvreté extrême.
8. La reprise des combats au Libéria au début de 2001 a de nouveau plongé le pays et la région dans la crise. Ce n'est qu'avec la signature de l'accord global de paix en août 2003 à Accra, accompagnée du départ du Président libérien Charles Taylor et de l'arrivée des forces de maintien de la paix dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour le Libéria, qu'un cessez-le-feu durable est intervenu.
9. Vers la fin de 2002, la Côte d'Ivoire avait à son tour sombré dans la tourmente politique et économique. À la suite d'une tentative de coup d'Etat ayant tourné à la rébellion en septembre 2002, le pays s'est trouvé divisé et l'insécurité y reste vive. Plus de 1 million de personnes —y compris de nombreux ressortissants du Burkina Faso et du Mali qui travaillaient dans les plantations de cacao et de café de la Côte d'Ivoire depuis plusieurs générations— ont été déplacées ou ont cherché refuge dans les pays voisins. La guerre civile et la crise économique en Côte d'Ivoire ont prélevé un lourd tribut sur les pays voisins, qui dépendaient étroitement de ses bons résultats économiques; des pays comme le Burkina Faso, le Mali, et à un moindre degré le Niger sont fortement tributaires de l'accès portuaire et routier d'Abidjan.
10. Malgré des tentatives de rétablissement de la stabilité dans la région, les risques que les combats reprennent et que le conflit se régionalise plus encore en Afrique de l'Ouest sont bien réels. Les principales menaces à la stabilité régionale sont notamment les suivantes: i) la démobilisation incomplète au Libéria; ii) l'incertitude au sujet de la sécurité consécutive au retrait des forces de maintien de la paix de Sierra Leone; iii) l'exportation de combattants endurcis de Sierra Leone et du Libéria dans toute la région; iv) la

<sup>1</sup> Rapport du Secrétaire général sur les moyens de combattre les problèmes sous-régionaux et transfrontaliers en Afrique de l'Ouest.



régionalisation accrue du conflit ivoirien, manifestée par l'impact cumulatif de la crise sur le Mali et le Burkina Faso; et v) la fragilité de la situation politique en Guinée. Vu la faiblesse, voire l'absence, de l'Etat dans de nombreuses parties de la région, et l'influence des groupes armés, la protection des populations civiles —que ce soit pour assurer une réinstallation pacifique ou pour répondre aux besoins essentiels— demeure le principal défi humanitaire dans la région. Les personnes les plus vulnérables sont les jeunes, les femmes, les travailleuses du sexe et les populations mobiles, y compris les chauffeurs de camions, les soldats et autres combattants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI).

### III. PAM 2005–2006: STRATEGIE ET INTERVENTIONS POUR LA TRANSITION DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#### A. Stratégie

11. La stratégie du PAM pour parer aux crises dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest continuera à la fois de répondre aux besoins d'urgence, tels que les secours immédiats, souvent prolongés, en cas de guerres et de déplacements de populations, et de pallier les effets initialement peu visibles des crises durables, à savoir la disparition des moyens de subsistance et la dégradation générale de la sécurité alimentaire. La réponse programmée du PAM comporte deux IPSR régionales: "Transition après le conflit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest", qui porte sur 2005 et 2006; et "Réponse à la crise en Côte d'Ivoire et à ses répercussions dans la région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali)", qui porte sur l'année 2005. La stratégie sous-régionale globale appelle à reconnaître l'interdépendance entre ces deux interventions et à procéder à des ajustements des flux de ressources entre elles, si cela s'avère nécessaire.
12. Les éléments centraux de la stratégie de transition du PAM pour les zones touchées par la crise en Afrique de l'Ouest sont les suivants:
  - Pour faire face à la crise, il faut des interventions ayant des effets humanitaires immédiats, notamment une influence stabilisante dans un environnement politique encore fragile, associées à des investissements qui contribuent à ralentir ou à inverser les avancées progressives de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. L'infrastructure de ces interventions, y compris dans les pays voisins, servira de dispositif d'urgence permettant au PAM d'élargir rapidement son action pour porter assistance aux groupes vulnérables, si besoin est.
  - Après des générations de conflits, de déplacements, de mauvaise gouvernance et de déclin économique le redressement devra reposer sur une double approche ouvrant des perspectives durables dans les zones touchées par les conflits, à savoir: i) un appui à la réinsertion dans les zones d'origine et à la restauration de moyens de subsistance en milieu rural, en particulier la relance de l'agriculture; et ii) un appui à la remise en état de l'infrastructure sociale essentielle mettant l'accent sur l'éducation de base et les soins de santé primaire. Les programmes de redressement appuyés par le PAM, qu'il s'agisse d'alimentation scolaire d'urgence ou de protection des semences, peuvent jouer un rôle crucial en redonnant un sens de la normalité et de la vie communautaire aux populations touchées par la guerre.



- La réinstallation des réfugiés, des personnes déplacées et des ex-combattants — populations généralement exposées au VIH/SIDA et à d'autres infections transmissibles— pose des risques sanitaires dans les communautés qui se relèvent de la crise. L'infrastructure d'aide du PAM, par le biais des écoles primaires ou des centres de formation professionnelle destinés aux ex-combattants, peut fournir une plateforme permettant de doter les communautés des connaissances voulues afin d'endiguer la propagation de la maladie.
13. Bien qu'elle compte parmi les régions les plus pauvres du monde, la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest ne connaît pas le déficit alimentaire structurel. La sécurité alimentaire des ménages des groupes vulnérables a souffert de plusieurs années de crise, mais une aide alimentaire de grande envergure à moyen et long terme ne se justifie pas. En revanche, une aide alimentaire soigneusement ciblée peut jouer un rôle pour revenir à l'autosuffisance dans un contexte plus large de politiques et d'investissements régionaux et nationaux visant à atténuer la pauvreté.

## B. Coordination et services régionaux

14. Les interventions régionales de secours et de redressement du PAM —axées sur les deux épïcètres que sont conflits et besoins, Côte d'Ivoire et Libéria— répondent à différentes étapes de la transition au sortir du conflit. En Côte d'Ivoire, l'approche régionale comprend des interventions visant à renforcer les capacités au Burkina Faso, au Ghana et au Mali, en privilégiant une approche qui tend à améliorer la préparation et les mesures préventives compte tenu des risques élevés que représenterait une transition au point mort. Dans les trois pays riverains du fleuve Mano, elle est définie en fonction d'un degré plus élevé de stabilité et de la probabilité du retour progressif et de la réinstallation des Libériens déplacés ou réfugiés.
15. Les liens entre les deux IPSR sont assurés par le bureau régional de coordination et d'appui humanitaire du PAM basé à Abidjan et dirigé par un coordinateur régional. Outre son rôle de coordination, ce bureau épaula le personnel du bureau sous-régional du pays en lui apportant un soutien technique et programmatique dans les domaines de la logistique, de la gestion de l'information et de l'analyse de la sécurité alimentaire. Un accord de réserve avec l'Agence humanitaire suisse a permis au bureau régional de coordination et d'appui humanitaire de s'assurer les services d'un conseiller régional pour la sécurité alimentaire et d'un responsable régional de la logistique. L'opération spéciale du PAM 10061.2 "Service de transport aérien de passagers dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest: Guinée, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire" continuera d'assurer un service régional et de fournir un appui crucial à la logistique et à la sécurité dans la sous-région en 2005–2006. Depuis octobre 2001, ce service aérien humanitaire a transporté 20 000 employés du PAM, de ses partenaires et des donateurs.

## C. Orientations pour 2005–2006

16. Les caractéristiques principales des interventions régionales du PAM pour 2005–2006 sont les suivantes<sup>2</sup>:
- Le retour, la réinstallation ou l'intégration de 815 000 réfugiés libériens dans les pays voisins et de personnes déplacées au Libéria signifie le retrait progressif des distributions générales de rations alimentaires au Libéria d'ici à la fin de 2006 et le passage à une aide ciblée pour certains groupes sociaux afin de renforcer la sécurité

<sup>2</sup> L'annexe I indique l'effectif global pour les sept pays couverts par l'IPSR sous-régionale du PAM.



alimentaire. L'alimentation scolaire d'urgence et la reprise agricole seront les deux axes de l'approche du redressement suivie par le PAM.

- La réduction et finalement le retrait de l'aide apportée dans le cadre de l'IPSR exécutée en Sierra Leone et en Guinée sont prévus d'ici à la fin de 2006, en privilégiant de plus en plus la transition vers l'exécution de programmes de pays. Le programme de pays de transition pour la Sierra Leone (2005–2007), lancé initialement avec deux projets d'action rapide de développement, servira de modèle pour la transition au Libéria et en Côte d'Ivoire.
- Avec la diminution des besoins aigus de secours en Côte d'Ivoire, l'accent sera reporté sur la fourniture de vivres à titre d'investissement dans la reconstruction du capital humain et productif, et pour encourager une reprise socio-économique si une solution politique durable est trouvée. En raison des incertitudes de la situation politique en Côte d'Ivoire, une opération d'une durée d'une année est proposée (2005).
- Des investissements modestes seront consentis dans l'éducation et l'agriculture au bénéfice des personnes déplacées au Burkina Faso et au Mali par la crise en Côte d'Ivoire; une préparation accrue aux situations d'urgence est nécessaire au Burkina Faso, au Ghana et au Mali pour gérer les crises futures qui pourraient provoquer des déplacements transfrontières.

<b>PLAN DE RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉS LIBÉRIENS ETABLI PAR LE HCR</b>				
<b>Effectif de réfugiés</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>Total 2004–2006</b>
Effectif total du HCR (dans les camps et à l'extérieur)	324 572	225 572	82 072	
Rapatrimenti prévus (spontanés et organisés)	99 000	143 500	55 800	298 300

\* Source: HCR, Atelier d'Abidjan, juin 2004.

## **IV. APPROCHES OPERATIONNELLES DU PAM DANS LA REGION**

### **A. Estimations préalables et évaluation**

17. L'opération sous-régionale du PAM a été préparée de manière approfondie pour la période 2005–2006, sur la base d'une série d'évaluations préalables effectuées dans la sous-région et les pays qui la composent au cours du premier semestre 2004. Conformément à la nouvelle politique du PAM en matière d'estimation des besoins d'aide d'urgence, les rapports des principales missions sont à la disposition du public sur le site web du PAM<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> <http://www.wfp.org>.



18. S'appuyant sur sa propre expérience et sur les observations et recommandations de l'évaluation indépendante des IPSR dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest (10064.1 et 10064.2) effectuée au début de 2004<sup>4</sup>, le PAM a élaboré un système d'évaluations préalables en vue de préparer ses interventions régionales de 2005–2006. Ce système repose sur les missions conjointes d'évaluation PAM/HCR dont la méthodologie a récemment été reformulée et les missions conjointes FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires. La stratégie d'évaluation prend plus rigoureusement en compte la part proportionnellement accrue des activités de redressement et de mise en place de dispositifs de sécurité prévues dans la région. Comme cela est précisé dans l'évaluation portant sur la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, l'assistance technique, la recherche de partenariats et de la durabilité des activités de redressement, ainsi que la mise en place de dispositifs de sécurité seront améliorées. Le bureau régional d'appui et de coordination humanitaire et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD) ont mobilisé des personnes ressources pour épauler les administrateurs de pays dans l'évaluation des besoins et l'analyse de la sécurité alimentaire. Des consultations régionales et des formations à l'intention des ONG et des partenaires gouvernementaux sont également projetées.
19. L'approche globale de l'évaluation a été approuvée lors d'une réunion consultative réunissant le personnel régional du PAM, les donateurs et les ONG, tenue à Dakar en avril 2004. Les donateurs et les ONG ont été invités à participer aux diverses évaluations. Les principales conclusions des missions d'évaluation ont été présentées et discutées lors d'une réunion consultative tenue à Abidjan en juin 2004. Tout en approuvant la principale orientation proposée pour les opérations régionales du PAM, les donateurs et d'autres partenaires ont souligné la nécessité: i) d'intensifier la coopération et la programmation commune avec la FAO, y compris pour la mobilisation des ressources, compte tenu de l'importance de la reconstruction des moyens de subsistance des familles vivant de la petite agriculture; et ii) de poursuivre l'interaction avec le HCR en ce qui concerne son plan régional de rapatriement et d'ajuster régulièrement les effectifs de bénéficiaires sur la base du suivi des retours et des désinscriptions.
20. Sont récapitulés ci-après certains des principaux rapports d'évaluation —complétés par de nombreuses études connexes établies par d'autres institutions des Nations Unies, des ONG et le personnel du PAM, au siège et sur le terrain, y compris le personnel spécialisé en analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV)— qui jettent les bases des opérations projetées par le PAM pour 2005–2006:
- missions conjointes d'évaluation PAM/HCR en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, octobre 2003–mai 2004;
  - mission d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires FAO/PAM: Côte d'Ivoire, décembre 2003;
  - centre d'investissement de la FAO (pour le compte du PAM): Libéria —évaluation des besoins et rapport sur l'appui au redressement de l'agriculture, mai–juin 2004;
  - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)/PAM (programme de coopération): Évaluation de l'appui du PAM à l'éducation dans le cadre de l'IPSR dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest — 2005–2006, mai 2004;
  - évaluation indépendante de l'aide du PAM à l'alimentation scolaire d'urgence en Côte d'Ivoire, mai 2004;

---

<sup>4</sup> Document d'évaluation soumis à la troisième session du Conseil en 2004.



- Division des politiques du PAM (Unité chargée du VIH/SIDA): Consignes concernant le VIH/SIDA dans la programmation régionale des secours et du redressement en Afrique de l'Ouest, avril 2004;
- Division des politiques du PAM (Service de la nutrition): Mission d'évaluation de la nutrition en Côte d'Ivoire et analyse sur dossier des enquêtes et des données nutritionnelles à l'échelon du pays, mai-juin 2004;
- examen qualitatif par le PAM de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire et résultats préliminaires de l'enquête de référence sur la sécurité alimentaire, mai 2004;
- études ACV en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, 2003 —début 2004.

## **B. Autosuffisance**

21. La stratégie régionale du PAM appelle des approches qui les encouragent réfugiés à progresser plus rapidement vers l'autosuffisance et favorisent des liaisons concrètes entre l'aide au redressement accordée dans le cadre de l'IPSR et l'aide au développement fournie dans celui des programmes de pays. Pour les réfugiés, l'élimination progressive des distributions générales de rations complètes au profit de rations générales réduites et d'une alimentation ciblée des groupes vulnérables a commencé dans un camp en Guinée courant 2004, et sera élargie à d'autres camps et à la Sierra Leone. Les réductions de la ration générale sont calibrées sur la base de preuves documentaires d'une situation nutritionnelle stable et d'un redressement soutenu de la production vivrière ou du revenu familial. Les réductions de la ration générale sont habituellement accompagnées par la mise en place de dispositifs de sécurité pour les groupes vulnérables, par exemple l'alimentation scolaire d'urgence ou l'alimentation complémentaire, ainsi que d'un suivi étroit, mené de concert avec le HCR et les ONG partenaires, des effets de la réduction de la ration sur le bien-être des bénéficiaires.

## **C. Principes directeurs de la programmation pour le VIH/SIDA, les orphelins et les autres enfants vulnérables**

22. Les activités régionales de secours et de redressement du PAM pour ce qui est du VIH/SIDA sont conçues en conformité des principes du PAM en matière de programmation concernant le VIH/SIDA<sup>5</sup>, qui recourent aussi bien les étapes de la programmation des activités que les cinq priorités stratégiques du PAM (2004-2007). Une consultation régionale du PAM sur l'intégration du VIH/SIDA dans la programmation de l'IPSR dans la région a été tenue en avril 2004 au Burkina Faso. Cette consultation a conclu que, vu l'ampleur de l'infection en Afrique de l'Ouest, le PAM devrait privilégier le principe consistant à "ne pas nuire", d'après lequel le personnel du PAM, des partenaires et des sous-traitants doit bénéficier d'une formation portant sur la prévention du VIH/SIDA pour que les programmes d'aide alimentaire ne contribuent pas à la propagation de l'infection. Bien qu'il n'y ait pas de grandes perspectives de pouvoir lancer des programmes spécifiques de lutte contre le VIH/SIDA dans la sous-région, le PAM cherchera à saisir toutes les occasions dans ses domaines actuels d'intervention. Des activités préventives comme la sensibilisation et la limitation de la propagation de la maladie par des comportements de protection contre les risques, seront incorporées dans les programmes d'alimentation scolaire tandis que des actions de soins, de soutien et d'atténuation des effets du VIH/SIDA menées dans le cadre des activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation permettront de renforcer l'action de

<sup>5</sup> Voir document WFP/EB.1/2004/4-E.



prévention en dissuadant les bénéficiaires de recourir à des comportements à risques pour survivre.

23. Le malheur qui frappe les nombreux orphelins et autres enfants vulnérables —la situation est la plus critique au Libéria, mais ils sont aussi nombreux en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire— est un défi redoutable pour la programmation des interventions du PAM. Certains de ces enfants sont orphelins à cause du VIH/SIDA; d'autres ont perdu leurs parents du fait de la guerre; certains se retrouvent chefs de famille, ou ont la responsabilité de subvenir aux besoins d'une famille monoparentale. En Côte d'Ivoire et au Libéria, le PAM travaille avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Ministère de l'éducation et d'autres organismes pour recueillir des informations et s'assurer que ces enfants sont scolarisés et reçoivent les prestations sociales de base.
24. Le PAM a de plus en plus d'interaction avec les gouvernements dans le cadre des stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA pour veiller à ce que les activités pilotes en cours contribuent à l'élaboration des programmes nationaux et qu'elles restent conformes aux objectifs et aux principes du pays.

## F. Situation spécifique des femmes

25. Les opérations régionales du PAM seront mises en œuvre conformément à la politique du PAM et à ses Engagements renforcés en faveur des femmes (2003–2007):
  - **Premier engagement**—Des produits alimentaires enrichis en micronutriments sont distribués aux femmes enceintes ou aux mères allaitantes dans le cadre d'activités d'alimentation thérapeutique, de complément et de santé maternelle et infantile.
  - **Deuxième engagement**—Les rations à emporter à la maison en Côte d'Ivoire et au Libéria seront distribuées de manière sélective pour favoriser la scolarisation et la poursuite des études des adolescentes.
  - **Troisième engagement**—Les lettres d'entente signées avec les partenaires continueront de promouvoir la formation de groupes et de comités communautaires à forte participation féminine.
  - **Quatrième engagement**—Dans toute la région, les femmes seront encouragées à prendre elles-mêmes livraison des rations alimentaires familiales dans les centres de distribution.
  - **Cinquième engagement**—Des comités de l'aide alimentaire ont été établis dans tous les camps de réfugiés et de personnes déplacées de la région, en mobilisant les femmes et en s'assurant leur participation active.
  - **Sixième engagement**—Toutes les données rassemblées et utilisées pour la planification et les aspects opérationnels sont ventilées par sexe. Les indicateurs de suivi prennent eux aussi en compte la problématique hommes-femmes.
  - **Huitième engagement**—Les bureaux de pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest mènent des politiques volontaristes de recrutement pour renforcer leurs effectifs féminins. Les femmes se concurrencent désormais et sont effectivement recrutées dans des emplois non traditionnels pour elles comme la mécanique auto, et les métiers d'électriciennes et de conductrices.



26. Le PAM met en œuvre ses Engagements renforcés en faveur des femmes dans le contexte particulier qui est celui d'un conflit et de la transition au sortir d'un conflit. En Afrique de l'Ouest, les femmes sont la clé de la petite agriculture et de la sécurité alimentaire des ménages des groupes vulnérables des zones ciblées par le PAM. L'approche régionale du PAM veillera en particulier aux efforts tendant à faire en sorte que l'alimentation scolaire d'urgence réussisse à attirer et à maintenir les filles à l'école, de même que les garçons dans certaines zones (deuxième engagement). La cause première de l'absentéisme scolaire est économique: les droits de scolarité, même lorsqu'ils sont minimes, sont souvent au-delà des moyens des familles vulnérables. Les formulaires servant à surveiller l'assortiment alimentaire et à assurer le suivi après les distributions dans toute la région commencent par établir la situation de référence avant la crise, chaque fois que possible, pour permettre de mieux apprécier les aspects liés à la problématique hommes-femmes de l'aide fournie sous forme d'alimentation scolaire d'urgence (sixième engagement).

## F. Examen à mi-parcours

27. L'intervention régionale du PAM pour la période 2005–2006 fera l'objet d'un examen à mi-parcours complet. En mars et avril 2005, le bureau régional et le bureau régional d'appui et de coordination humanitaire examineront, en consultant les donateurs et les partenaires, la situation de l'IPSR d'une durée d'un an mise en œuvre en Côte d'Ivoire et décideront des besoins d'évaluation préalable et de préparation d'un programme pour 2006 et au-delà. Cette consultation formulera également des recommandations sur la méthode à suivre pour réaliser un examen à mi-parcours de l'IPSR exécutée dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, y compris en ce qui concerne la participation des donateurs et des ONG. Les résultats de cet examen constitueront la base des plans d'exécution pour 2006.

## G. Logistique et achats

### ⇒ *Logistique*

28. L'approche intégrée du PAM en matière de logistique et d'achats pour les deux IPSR repose sur un système qui s'étend de Dakar à Lomé pour assurer efficacité et rentabilité. Le PAM fait appel aux services commerciaux de transport et, là où aucun opérateur commercial compétent n'est disponible, utilise son propre parc de camions dans les pays. Pour ce qui est des transbordements côtiers, des accords sont négociés avec des transporteurs maritimes de bonne réputation. La gestion à l'échelle régionale de la filière d'approvisionnement et des ressources s'est révélée cruciale pour assurer la circulation des produits dans une région côtière où la situation évolue constamment et dans les zones touchées par les troubles civils en Côte d'Ivoire.

29. Pour l'IPSR intéressant la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, les vivres continueront d'être transportés jusqu'aux points de livraison avancés et aux points de livraison finale à partir des ports de Freetown, de Monrovia et de Conakry. Le PAM établit un taux uniforme pour le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM) basé sur la moyenne des tableaux de coûts logistiques établis et tenus à jour par chaque bureau de pays.

30. En raison de la division et de l'impasse politiques en Côte d'Ivoire, approvisionner le nord du pays aussi bien que le Burkina Faso et le Mali, ses voisins du nord, s'est révélé difficile et coûteux. Les principaux obstacles à l'utilisation des itinéraires traditionnels d'approvisionnement au départ des ports d'Abidjan et de San Pedro sont les suivants: i) barrages routiers fréquents et coûteux; ii) capacité insuffisante des services de camionnage, beaucoup de compagnies de transport ivoiriennes étant basées dans le nord du



pays; et iii) mauvais état des routes dans les zones de l'extrême est et de l'extrême ouest du pays. Le PAM a donc dû se résoudre à utiliser les ports d'Accra, de Lomé et de Dakar —ce qui implique des délais plus longs et des coûts sensiblement plus élevés de transport terrestre— pour approvisionner le Burkina Faso, le nord de la Côte d'Ivoire et le Mali. Compte tenu de ces coûts et de la division du pays qui se prolonge, le PAM étudie actuellement la possibilité d'user de la liaison ferroviaire Dakar-Bamako et d'accroître les achats locaux et régionaux de produits alimentaires pour réaliser des économies sur le transport et le coût des produits.

### ⇒ Achats

31. Depuis 1996, la part des contributions en espèces aux opérations du PAM dans la sous-région s'est accrue. Par conséquent le Programme a pu développer progressivement sa capacité d'achat pour la région aux niveaux international, régional et local. Les avantages des achats locaux directs de produits alimentaires par rapport aux apports en nature sont les suivants:
  - les bénéficiaires reçoivent des produits plus adaptés;
  - les coûts de transport et de logistique ainsi que les délais de livraison sont réduits;
  - les achats locaux favorisent les exportations, accroissent les recettes en devises, et contribuent à renforcer localement les compétences et le professionnalisme dans le secteur du commerce régional des céréales;
  - ces achats permettent de soutenir la production locale d'aliments composés, en particulier en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone.
32. L'accroissement de la production locale de céréales entre 1990 et nos jours, en particulier au Mali et au Burkina Faso, a donné naissance à un marché local rentable. En 2004 par exemple les achats internationaux de céréales ont compté pour seulement environ 10 pour cent des 30 000 tonnes que le PAM a fournies dans la région.
33. Le choix des céréales à utiliser dans les projets du PAM dans la région pose des difficultés continues. La pratique du PAM consiste à éviter de fournir du riz pour des considérations de coût et de sécurité. Sauf dans des cas bien particuliers, comme dans les zones de Côte d'Ivoire où sont menées des activités d'alimentation scolaire d'urgence et où le gouvernement a toujours fourni du riz, cela restera un principe en vigueur.

## H. Risques et incertitudes

34. Le bureau régional du PAM à Abidjan assure la planification d'urgence et met à jour les scénarios d'aide du PAM. L'effectif de bénéficiaires chiffré avec prudence qui a été retenu pour la planification des deux IPSR régionales repose sur l'hypothèse que la paix se maintiendra au Libéria et que les retours y seront réguliers, et que la Côte d'Ivoire restera dans l'impasse actuelle, avec un niveau faible de violence. Si le PAM était confronté à une dégradation significative de la stabilité en Côte d'Ivoire, un appel d'urgence serait lancé ou le budget de l'IPSR serait révisé pour répondre aux besoins additionnels. Au cas où les ressources de l'intervention régionale en Côte d'Ivoire devaient être transférées rapidement vers l'IPSR de la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, ou vice versa, le PAM solliciterait l'approbation rapide des donateurs et ajusterait les budgets respectifs des deux IPSR en conséquence<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> L'annexe II indique les hypothèses chiffrées relatives au déplacement de populations dans la sous-région dérivées du plan régional d'urgence interorganisations.



35. La stratégie sous-régionale du PAM en matière de gestion des risques et des incertitudes repose sur les conclusions de la réunion du Comité permanent interorganisations des Nations Unies sur la planification humanitaire d'urgence tenue à Dakar en février 2004. Les interventions humanitaires proposées par le PAM dans la sous-région pour 2005–2006 et les activités de préparation aux situations d'urgence sont conformes aux orientations tracées lors de cette réunion et découlent de ses conclusions. La réunion a recensé les situations ci-après comme constituant les problèmes prioritaires dans la sous-région:
- besoin d'une préparation accrue en prévision de faits nouveaux éventuels principalement en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Libéria;
  - débordement possible de la crise ivoirienne dans les pays voisins, notamment au Burkina Faso, au Ghana et au Mali;
  - risques en Guinée forestière et le long des zones frontalières entre la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Libéria à mesure que les opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion viennent à l'ordre du jour;
  - possibilité que le processus de paix aboutisse et que des opérations efficaces de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en Côte d'Ivoire et au Libéria puissent avoir pour conséquence un gonflement des effectifs de bénéficiaires;
  - risques inhérents au retrait complet des forces de maintien de la paix des Nations Unies de Sierra Leone, prévu pour la fin 2004.
36. Dans le cadre de ses opérations régionales, le PAM continue d'être partie intégrante au processus des appels communs.
37. Le bureau régional d'Abidjan continuera de renforcer la plateforme sous-régionale de gestion de l'information pour partager les analyses relatives à la sécurité alimentaire, les outils de préparation aux situations d'urgence, les évaluations préalables et les rapports par le biais de sa page web sur la préparation aux urgences.



## ANNEXE I

<b>RECAPITULATIF DES EFFECTIFS</b>			
	<b>Mars /avril 2004, réels</b>	<b>IPSR 2005, planifiés</b>	<b>IPSR 2006, planifiés</b>
Libéria	622 300	942 933	834 577
Guinée	182 045	311 722	264 385
Sierra Leone	243 557	206 000	135 750
<b>Total partiel, Région côtière de l'Afrique de l'Ouest</b>	<b>1 047 902</b>	<b>1 460 655</b>	<b>1 234 712</b>
Côte d'Ivoire	456 400	695 800	
Burkina Faso	6 200	155 000	
Mali	29 112	61 700	
Ghana	0	10 000	
<b>Total partiel, IPSR régionale Côte d'Ivoire</b>	<b>491 712</b>	<b>922 500</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 539 614</b>	<b>2 383 155</b>	<b>1 234 712</b>

\* L'IPSR régionale Côte d'Ivoire ne porte que sur 2005.



## ANNEXE II

<b>EFFECTIFS PRÉVUS DANS LES SCÉNARIOS LES PLUS PESSIMISTES</b>				
<b>Sources potentielles de crise/pays touchés</b>	<b>Catégories d'effectifs susceptibles d'être touchés</b>	<b>Dégradation de la situation en Côte d'Ivoire</b>	<b>Dégradation de la situation socio-économique + crise en Guinée</b>	<b>Dégradation de la situation au Libéria</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	PDI	250 000		
	réfugiés		5 000	
	rapatriés			
	RPT*			
	populations hôtes	100 000		
<b>Guinée</b>	PDI		300 000	
	réfugiés	10 000		50 000
	rapatriés	50 000		
	RPT*	10 000		10 000
	populations hôtes	20 000		
<b>Mali</b>	PDI			
	réfugiés	10 000	10 000	
	rapatriés	100 000	10 000	
	RPT*	100 000	10 000	
	populations hôtes	50 000	10 000	
<b>Burkina Faso</b>	PDI			
	réfugiés	5 000		
	rapatriés	250 000		
	RPT*	15 000		
	populations hôtes	150 000		
<b>Sierra Leone</b>	PDI			
	réfugiés	14 000		
	rapatriés			
	RPT*			
	populations hôtes			
<b>Libéria</b>	PDI			250 000
	réfugiés	40 000	5 000	
	rapatriés	30 000	20 000	
	RPT*	10 000		10 000
	populations hôtes	35 000	10 000	150 000



<b>EFFECTIFS PRÉVUS DANS LES SCÉNARIOS LES PLUS PESSIMISTES</b>				
<b>Sources potentielles de crise/pays touchés</b>	<b>Catégories d'effectifs susceptibles d'être touchés</b>	<b>Dégradation de la situation en Côte d'Ivoire</b>	<b>Dégradation de la situation socio-économique + crise en Guinée</b>	<b>Dégradation de la situation au Libéria</b>
<b>Ghana</b>	PDI			
	réfugiés	15 000		25 000
	rapatriés	3 000		3 000
	RPT*	350 000		6 000
	populations hôtes	10 000		15 000
<b>TOTAL</b>	<b>PDI</b>	<b>250 000</b>	<b>300 000</b>	<b>250 000</b>
	réfugiés	94 000	20 000	75 000
	rapatriés	433 000	30 000	3 000
	RPT*	485 000	10 000	26 000
	populations hôtes	365 000	20 000	165 000
<b>TOTAL RÉGIONAL</b>		<b>1 627 000</b>	<b>380 000</b>	<b>519 000</b>

RPT: Ressortissants de pays tiers.

Source: Réunion interorganisations de planification d'urgence, février 2004, Dakar.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (Dakar)
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

